

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	24.04.2024
Thema	Wahlen
Schlagworte	Kommunale Wahlen
Akteure	Lausanne
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1965 - 01.01.2022

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Bernath, Magdalena
Buchwalder, Mathias
Bühlmann, Marc
Frey, Jürg
Holenstein, Katrin
Müller, Eva
Porcellana, Diane
Rinderknecht, Matthias
Schoenholtz, Stephan

Bevorzugte Zitierweise

Bernath, Magdalena; Buchwalder, Mathias; Bühlmann, Marc; Frey, Jürg; Holenstein, Katrin; Müller, Eva; Porcellana, Diane; Rinderknecht, Matthias; Schoenholtz, Stephan 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Wahlen, Kommunale Wahlen, Lausanne, 1981 – 2021*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 24.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Grundlagen der Staatsordnung	1
Wahlen	1
Kommunale Wahlen	3

Abkürzungsverzeichnis

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Wahlen

Wahlen

WAHLEN
DATUM: 01.01.2016
DIANE PORCELLANA

En 2016, plusieurs cantons (**UR, SZ, FR, BS, SH, SG, AG, TG**) ont renouvelé leurs **autorités cantonales**. La composition partisane des exécutifs est restée inchangée dans les cantons de Schwytz, Fribourg, Bâle-Ville, Schaffhouse, Saint-Gall et Thurgovie. Excepté Bâle-Ville, elle reflète des majorités bourgeoises ou de centre-droite. En Argovie, les Verts ont perdu un siège au profit de l'UDC, renforçant ainsi la majorité de centre-droit. Dans le canton d'Uri, l'UDC a été congédiée après six ans au Conseil d'Etat. A présent, le PLR possède autant de sièges que le PDC. Le canton d'Obwald a connu deux élections complémentaires au cours de l'année. Le PDC a pu maintenir son siège, tout comme dans le canton de Zoug. Le siège PLR a été obtenu par un citoyen sans couleur politique. Egalement à Nidwald, le PLR n'a pas réussi à garder son siège. L'accès de l'UDC au gouvernement bernois a permis de renverser la majorité rouge-verte en place depuis 2006.

Figurent parmi les perdants, le PS, le PLR et les Verts avec la perte de chacun un siège. Ils ont été récupérés par l'UDC, le PDC et un Indépendant. Le PDC reste le parti avec le plus de représentantes et représentants dans les exécutifs cantonaux, avec 40 fauteuils. Il est suivi par le PLR (39 sièges) et le PS (28 sièges).

S'agissant des parlements cantonaux, le parlement de Schwytz expérimentait pour la première fois la répartition des sièges selon le système du double Pukelsheim. Le PLR a progressé avec un gain de 4 sièges dans les cantons de Fribourg et de Saint-Gall, 3 fauteuils à Uri et à Schwytz, et 2 sièges en Thurgovie. L'UDC a également renforcé sa présence grâce à l'obtention de 5 sièges à Saint-Gall et de 3 sièges en Thurgovie. Le PS suit la tendance, avec 5 sièges en Argovie et 3 sièges en Thurgovie. Les Vert'libéraux font une entrée remarquable dans les législatifs de Bâle-Ville et de Schaffhouse avec l'obtention de 4 sièges, tout comme à Schwytz avec 3 sièges. Lors des élections 2016, le PDC s'est affaibli dans tous les législatifs cantonaux. Le PBD n'est plus représenté dans les parlements fribourgeois et st-gallois, le PEV a perdu ses 2 représentants à Saint-Gall.

L'UDC reste en tête, avec ses 590 sièges dans les législatifs cantonaux. Le PLR (544 sièges) arrive derrière l'UDC et est suivi par le PS (459 sièges) et le PDC (435 fauteuils).

Du côté des villes, les citoyennes et citoyens de Bienne, Lucerne, Lugano, Lausanne, Berne et Saint-Gall ont été invités à s'exprimer. Lucerne, Lausanne et Lugano n'ont pas connu de changement concernant la composition de leur exécutif. L'UDC a fait son entrée dans l'exécutif de la ville de Bienne. Le PLR n'est plus présent à Berne. A Saint-Gall, le PLR et le PDC ont chacun perdu un siège. Concernant les législatifs, le PDC, le PST, solidaritéS et les Vert'libéraux siègent maintenant à Lausanne. Les socialistes ont progressé à Lausanne, Lucerne, Berne et Saint-Gall. L'UDC a gagné des sièges à Berne, Bienne et Lugano. Cette année, ce sont le PLR et les Verts qui ont perdu des plumes.

L'année 2016 marquait le 25e anniversaire de la participation des femmes à la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures. L'exécutif du canton de Bâle-Ville compte une femme supplémentaire dans ses rangs. Les villes de Saint-Gall et de Lugano accueillent une femme pour siéger dans l'exécutif, une seconde femme fait son entrée à Lausanne et à Lucerne. Aussi bien dans les principales villes que dans les cantons, la part des femmes lors des dernières élections a augmenté, dans les législatifs, par rapport aux avant-dernières élections. A la fin de l'année 2016, elles représentaient 26.4% dans les parlements cantonaux et 39.6% au niveau communal.¹

WAHLEN
DATUM: 31.12.2021
MATHIAS BUCHWALDER

En **2021, quatre cantons ont réélu leurs autorités législatives** (FR, NE, SO et VS). Comme en 2020, les partis écologistes ont bénéficié de la vague verte. Les Vert-e-s ont augmenté leur score dans les quatre cantons s'étant rendus aux urnes. Ils ont notamment plus que doublé leur part des voix dans le canton de Fribourg. Avec ces progressions, un total de 17 sièges supplémentaires est tombé dans leur escarcelle dans les quatre cantons (de 38 à 55). De leur côté, les Vert'libéraux ont également progressé à Fribourg, Neuchâtel et Soleure. Neuf élu.e.s supplémentaires ont rejoint leur députation, qui passe de 8 à 17 dans ces trois cantons. Pour leur première participation

en Valais, ils n'ont en revanche pas pu entrer au Grand Conseil, en récoltant moins d'un pour cent des voix. Du côté des perdants, le PS a en particulier fait les frais des progrès des Vert-e-s. Le parti à la rose a perdu des suffrages dans chaque canton (19 sièges en moins au total). Quant au PLR, il a perdu 12 sièges au total, mais sa part des suffrages est restée relativement stable. A noter que la réduction du nombre de député.e.s de 115 à 100 dans le canton de Neuchâtel fausse un peu la donne, le PLR ayant par exemple cédé 11 sièges pour un score en léger recul. La stabilité a également régné sur l'UDC, dont le nombre de sièges dans ces quatre cantons passe de 71 à 69. Pour le dernier parti gouvernemental, l'année 2021 a été marquée par les premières élections sous le nouveau nom du Centre, dans les cantons de Fribourg et Neuchâtel. A Soleure et en Valais, le PDC concourait encore sous son ancienne bannière, alors que le PBD n'était présent que dans le canton du nord-ouest de la Suisse. S'il faudra probablement attendre les élections fédérales de 2023 pour tirer un bilan de la fusion entre les deux partis, les premières observations n'ont pas démontré de progression significative. Traditionnellement fort dans le canton catholique de Fribourg, le Centre s'est maintenu, en ne perdant qu'un siège. Plutôt faible dans le canton réformé de Neuchâtel, il a gagné deux sièges, passant de 2 à 4. A Soleure, le PDC est resté au même niveau, alors qu'il a poursuivi son déclin en Valais (7 sièges en moins).

La **part des sièges occupés par des femmes au sein des parlements** a augmenté dans chaque canton. La progression a été particulièrement marquée en Valais (de 19.2 à 34.6%) – où le Conseil d'Etat est en revanche désormais composé exclusivement d'hommes – et à Neuchâtel (de 33.9 à 58%), qui est devenu le premier parlement cantonal en Suisse dans lequel siège une majorité féminine. A Fribourg, 33.6% des parlementaires sont des femmes (+4.5pp), alors que ce taux se monte à 30% dans le canton de Soleure (+1.0pp). Tractée par la mobilisation habituelle du Haut-Valais, la participation a frôlé les 60% en Valais (59.5%). A l'autre extrême, moins d'un.e ayant-droit sur trois s'est rendu.e aux urnes dans le canton de Neuchâtel (31.7%). La participation a été de 37.8% à Fribourg et de 44.2% à Soleure.

Lors du **renouvellement des exécutifs** dans les quatre mêmes cantons, le Centre/PDC a subi plusieurs revers. A Fribourg, le troisième siège centriste, détenu depuis 1857, n'a pas pu être défendu. Conclue pour le deuxième tour, la grande alliance de droite, composée du Centre, du PLR et de l'UDC, a néanmoins conservé cinq sièges, l'UDC Philippe Demierre (FR, udc) faisant son entrée au Conseil d'Etat. A gauche, le PS a cédé l'un de ses deux sièges aux Vert-e-s. Le PDC a également perdu un siège en Valais et à Soleure, respectivement au profit de l'UDC et du PLR. Ainsi, les démocrates-chrétiens ne détiennent plus leur majorité historique au Conseil d'Etat dans la vallée du Rhône. Les autres partis (PLR et PS) ont conservé leurs sièges. Sur les bords de l'Aar, le PLR tient désormais le couteau par le manche avec ses deux représentants, qui sont accompagnés par une socialiste, une verte et, comme évoqué précédemment, une démocrate-chrétienne. Enfin, 3 PLR et 2 PS forment le gouvernement sur les rives du lac de Neuchâtel. La situation s'est inversée par rapport à la précédente législature, durant laquelle le gouvernement se composait de 3 PS et 2 PLR.

Dans le canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures, la Landsgemeinde n'a pas pu se tenir en raison de la pandémie. Pour la deuxième année consécutive, les citoyennes et citoyens ont donc dû se rendre aux urnes afin de confirmer le mandat accordé à leurs autorités (« Bestätigungswahlen »), un cas de figure qui ne s'était jamais présenté avant 2020.

En outre, deux **élections complémentaires** dans des gouvernements cantonaux ont eu lieu en 2021. La verte Fabienne Fischer (GE) a fait son entrée au Conseil d'Etat genevois après la démission de Pierre Maudet (GE, sans parti). A Glaris, le socialiste Markus Heer a repris la place du démocrate-chrétien Rolf Widmer. Avec ces changements, 41 femmes siègent dans des exécutifs cantonaux à la fin de l'année 2021, soit deux de plus qu'un an auparavant. Sur un total de 154 sièges, 26.6% sont donc occupés par des femmes. Sept cantons ne comptent pas de présence féminine à l'exécutif (LU, UR, AR, GR, AG, TI, VS).

Deux des dix plus grandes **villes** du pays, Lausanne et Lugano, ont également renouvelé leurs autorités en 2021. Dans le chef-lieu vaudois, peu de changements sont à noter. Le Conseil communal est resté aux mains de la gauche, qui détient 66 sièges sur 100. Concernant la Municipalité, l'alliance entre les partis de gauche, malgré une désunion lors du premier tour, s'est reformée lors du deuxième et a conservé 6 sièges sur 7. Comme lors de la législature précédente, le PLR Pierre-Antoine Hildbrand est le seul membre de droite. Si l'on se penche sur les élections communales vaudoises dans leur ensemble, les Vert-e-s ont réalisé la progression la plus marquée, au détriment notamment des libéraux-radicaux. Au Tessin, les élections avaient été repoussées d'une année en raison de la pandémie de Covid-19. Pour autant, cela n'a pas provoqué de

changements radicaux à Lugano, qui est restée en mains bourgeoises. Comme lors de la précédente législature, trois membres de la Lega dei Ticinesi, deux PLR, un PDC – l'ex-sénateur Filippo Lombardi – et une socialiste ont été élu.e.s à l'exécutif. Au législatif, le PLR demeure le parti le mieux représenté malgré un score en recul. Suite au décès en août du syndic de la ville Marco Borradori (lega), l'UDC Tiziano Galeazzi, premier des viennent-ensuite de la liste de droite, a fait son entrée au Conseil de ville.²

Kommunale Wahlen

WAHLEN
DATUM: 08.11.1981
JÜRIG FREY

Les élections communales à Lausanne ont confirmé certaines tendances qui se sont manifestées dans d'autres cantons romands. Le POP, section vaudoise du PdT, a perdu ses électeurs en masse, alors que l'ascension des libéraux, qui sont à la droite des partis bourgeois, s'est poursuivie. Dans de nombreuses autres grandes communes du canton de Vaud, la gauche a aussi reculé, ce qui a mis fin à sa majorité à Yverdon comme à Renens. A la municipalité de la ville de Lausanne, les radicaux et les libéraux ont chacun gagné un siège, ce au détriment des écologistes et du PS.

J. Lienhard (prd) et Françoise Champoud (pl) ont été élus comme nouveaux membres de la Municipalité, éliminant ainsi M. Lévy (ps) et J.-C. Rochat (gpe), sortants. Le radical M. Pittet, lui aussi réélu, était entré au Conseil municipal après le 10.5.81 déjà, lors d'une élection complémentaire.³

WAHLEN
DATUM: 27.10.1985
KATRIN HOLENSTEIN

Zwei Wochen nach den Grossratswahlen in Genf gelang der **nationalistischen Rechten bei den kommunalen Wahlen in Lausanne erneut ein erdrutschartiger Sieg**, dessen Ausmass selbst die Gewinner überraschte: Die Nationale Aktion war mit 12 Kandidierenden in den Wahlkampf gezogen, erzielte aber 16 Mandate. Damit kehrte sie nach achtjähriger Pause gleich als drittstärkste Fraktion ins Gemeindeparlament zurück. Wie auch in Genf war der Vormarsch der Nationalisten mit einem Sieg der gemässigten Grünen (Groupement pour la protection de l'environnement, GPE) verbunden: Die GPE konnte ihre Abordnung von 8 auf 12 vergrössern. Dagegen mussten sowohl die Linken als auch die Bürgerlichen Verluste hinnehmen. Die Vertretung der CVP schrumpfte um einen Drittel, und ihr Wähleranteil lag nur noch knapp über dem Quorum von 5% der Stimmen. Hauptverliererin war die PdA, die nach kontinuierlichen Verlusten seit 1969 das Quorum nicht mehr erreichte und ihre 8 letzten Mandate abgeben musste. Auch im Lausanner Parlament erhöhte sich der Anteil der Frauen auf 25%.

Aus den Exekutivwahlen gingen die Sozialisten als Sieger hervor: Mit Yvette Jaggi und Jean-Jacques Schilt (beide neu) ersetzte die SP den demissionierenden André Piller und eroberte gleichzeitig den vier Jahre zuvor an die Liberalen verlorenen dritten Sitz zurück. Nicht wiedergewählt wurde die liberale Schuldirektorin Françoise Champoud.⁴

WAHLEN
DATUM: 31.10.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Im **Stadtparlament** von Lausanne konnten die **Parteien des rot-grünen Spektrums ihre knappe Mehrheit von vier Sitzen, welche sie 1989 gewonnen hatten, behaupten**. Geringere Verschiebungen ergaben sich bei den bürgerlichen Parteien, wobei die FDP ihre Position um zwei Sitze auf 27 verbessern konnte; bemerkenswert war allerdings ihr Zuwachs an Wählerstimmen in der Höhe von 5,5%. Die CVP und die Liberalen verloren hingegen je einen Sitz. Grössere Sitzverschiebungen kamen im links-grünen Lager zustande: Während die PdA drei und die SP zwei Sitze hinzugewannen, verloren die Grünen fünf von ihren bisher sechzehn Mandaten. Bei den Wähleranteilen konnte die SP 5,3% und die PdA 3% zulegen, die Grünen verloren 2,5%. Im Gegensatz zu 1989 traten die SD und die AP nicht mehr an. Auf der Gewinnerseite waren die Frauen, welche ihren Anteil im Parlament von 29% auf 36% erhöhen konnten. Mit 33,7% fiel die Wahlbeteiligung bescheidener als 1989 aus (37,4%).⁵

WAHLEN
DATUM: 14.11.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Wahlen in die siebenköpfige **Exekutive** von Lausanne erreichte im ersten Wahlgang keiner der zwölf Kandidaten das absolute Mehr. Immerhin konnten sich alle vier bisherigen Regierungsmitglieder des rot-grünen Spektrums vor den Kandidaten der bürgerlichen Entente und den Aussenseitern plazieren, wobei der Grüne Bréaz an der Spitze landete. Im zweiten Wahlgang wurde bei einer Beteiligung von 30% sowohl die bisherige **Mehrheit der rot-grünen Regierung** als auch die parteipolitische Zusammensetzung **bestätigt**. Das beste Resultat erzielte Pierre Tillmanns (sp), gefolgt von Bréaz (gp), Stadtpräsidentin Yvette Jaggi (sp) und Jean-Jacques Schilt (sp). Auf der

Seite der bürgerlichen Entente, welche eine Viererliste mit drei Freisinnigen und dem bisherigen Liberalen Rosset präsentierte, wurde der bisherige Finanzdirektor und Nationalrat Olivier Chevallaz (fdp) abgewählt. Für die FDP wurden die beiden Neuen Francis Thévoz – ein ehemaliger Linker, der erst im zweiten Wahlgang von seiner Partei nominiert worden war – und Doris Cohen-Dumani gewählt.⁶

WAHLEN
DATUM: 26.10.1997
EVA MÜLLER

In der Waadtländer Hauptstadt trat die populäre Stadtpräsidentin Yvette Jaggi (sp) nach drei Amtsperioden nicht mehr zu den Wahlen an. Der **rot-grüne Block**, der in Lausanne seit acht Jahren das Sagen hat und sich in dieser Zeit sehr kompakt präsentiert hatte, **konnte seine komfortable Mehrheit** von fünf Sitzen in der siebenköpfigen Regierung aber **verteidigen**. Bereits im ersten Wahlgang wurden trotz vierzehn Kandidaten vier Linke – die Bisherigen Daniel Brélaz (gp) mit Bestresultat, Pierre Tillmanns (sp), Bernard Métraux (pda) sowie neu **Silvia Zamora** (sp) – gewählt. Der als neuer Stadtpräsident nominierte Bisherige Jean-Jacques Schilt (sp) verpasste das absolute Mehr nur um wenige Stimmen. Die beiden bisherigen Freisinnigen Doris Cohen-Dumani und Francis Thévoz konnten ihrer Rolle als Zugpferde für die bürgerliche Liste, die ebenfalls mit fünf Kandidaten (drei FDP und zwei Liberale) antrat, nicht gerecht werden. Sie verloren mehr als 1500 Stimmen auf den fünftplatzierten Schilt, während die achtplatzierte liberale Kandidatin Eliane Rey gar rund 2500 Stimmen hinter Schilt zurücklag. Die Liberalen hatten ihre Vertretung 1995 an die PdA verloren. Angesichts der Ausgangslage entschieden sie sich gegen die Teilnahme an einem zweiten Wahlgang, der zu einem Kampf zwischen Liberalen und Freisinnigen geführt hätte. Die Freisinnigen ihrerseits gaben sich mit ihren zwei bisherigen Sitzen zufrieden. Damit wurde ein zweiter Wahlgang überflüssig. Cohen-Dumani, Thévoz und Schilt wurden in stiller Wahl bestätigt, letzterer auch als Stadtpräsident.⁷

WAHLEN
DATUM: 27.10.1997
EVA MÜLLER

Im hundertköpfigen Stadtparlament konnten die **rot-grünen Parteien** ihre **Mehrheit** von 52 auf 60 Sitze **ausbauen**. Die Sitzverschiebungen sind zum grossen Teil eine Folge des Alleingangs der CVP, die in den letzten acht Jahren unter dem Titel *Renouveau centre* mit der SVP eine gemeinsame Liste gebildet hatte. Dieses Jahr distanzierte sich die CVP von der SVP und versuchte, sich als Partei der Mitte neu zu positionieren. Während die SVP damit chancenlos dastand (-2 Sitze), verpasste die CVP das Quorum von 5% nur knapp und verlor ihre vier Sitze. Diese gingen zusammen mit einem freisinnigen (26) und einem liberalen (14) Sitz an die rotgrüne Mehrheit. Die SP kommt nach drei Sitzgewinnen neu auf 35 Sitze. Die *Parti ouvrier et populaire* (POP//PdA) überflügelte mit neu 13 Sitzen (+4) die Grünen, die einen Sitz zulegten (12). Die erstmals antretende *Renaissance Suisse Europe* scheiterte am Quorum. Der Frauenanteil nahm um eine Vertreterin auf 35,0% ab.⁸

WAHLEN
DATUM: 28.10.2001
MAGDALENA BERNATH

Im 100-köpfigen **Parlament behielt das links-grüne Lager ebenfalls die Mehrheit**, wobei sich eine Verlagerung von der SP zu den Grünen ergab: Die SP erzielte 29 Sitze (-6), die Grünen 16 (+4), die PdA 10 (-3), die FDP 24 (-2), die Liberalen 12 (-2) und SVP/CVP 9 (+9). Im Vergleich zu 1997 schrumpfte der Vorsprung der Linken auf 55 Sitze (1997: 60). Gewinnerinnen waren neben den Grünen die CVP/SVP, welche dank einer gemeinsamen Liste das Quorum von 5% erreichten; 1997 waren sie getrennt angetreten und hatten beide das Quorum verpasst. 5 Sitze gingen an die CVP, 4 an die SVP. Der Frauenanteil im Lausanner Stadtparlament beträgt 36%.⁹

WAHLEN
DATUM: 11.11.2001
MAGDALENA BERNATH

2001 versuchten die Bürgerlichen erneut, die Mehrheit in der **siebenköpfigen Lausanner Exekutive** zu erringen und traten mit einer Fünferliste bestehend aus den drei Stadträten der FDP Francis Thévoz, Doris Cohen-Dumani, Olivier Français sowie den Neuen Eliane Rey (lp) und Georges Glatz (cvp) an. Bei einer Beteiligung von lediglich 28,7% erreichten nur die amtierenden Stadträte Daniel Brélaz von den Grünen, der mit 60,1% wie bereits 1997 das beste Resultat erzielte, und Silvia Zamora von der SP (51,7%) das absolute Mehr. Es folgten zuerst der sozialdemokratische Stadtpräsident Jean-Jacques Schilt (49,1%) und erst an vierter Stelle mit Doris Cohen-Dumani (fdp, 48,7%) die erste bürgerliche Kandidatin, mit nur 5 Stimmen Vorsprung auf den neuen Bewerber der SP, Oscar Tosato (48,7%). Den sechsten Rang belegte Olivier Français (fdp, 47,9%), den siebten der Bisherige Bernard Métraux (pda, 45,5%). Die neu antretende Eliane Rey (lp) folgte ihm mit 44,8% dicht auf. Der Bisherige Francis Thévoz (fdp) landete mit enttäuschenden 44,6% auf dem neunten Platz, und das Schlusslicht

bildeten Georges Glatz (cvp, neu, 42,4%) sowie der Aussenseiter Bertrand Sonnay von der Lausanner Bürgerliste. Da der Abstand zwischen den Kandidierenden sehr gering ausgefallen war, hing es von der Stimmbeteiligung und der Mobilisierung ab, wer siegreich aus dem zweiten Wahlgang hervorgehen sollte. Bei einer Stimmbeteiligung von 24,5% waren Cohen-Dumani (fdp, 52,6%), Français (fdp, 51,1%), Tosato (sp, 50%), Rey (lp, 49,8%) und Schilt (sp, 47,7%) erfolgreich. Damit **geling es der Linken, die Mehrheit** in der Lausanner Exekutive, welche neu drei Frauen aufweist, **zu behaupten**. Abgewählt wurden Thévoz (fdp) und Métraux (pda).¹⁰

WAHLEN

DATUM: 25.11.2001
MAGDALENA BERNATH

Stadtpräsidentenwahl Lausanne 2001

Weil der amtierende sozialdemokratische Syndic Jean-Jacques Schilt im zweiten Wahlgang das schlechteste Resultat erzielt hatte, verzichtete er zugunsten des äusserst beliebten Grünen Daniel Brélaz, der von der Freisinnigen Cohen-Dumani herausgefordert wurde. Mit fast zwei Drittel der Stimmen obsiegte Brélaz bei einer Beteiligung von 27,2% und wurde damit zum ersten direkt gewählten grünen Präsidenten einer Stadt mit über 10'000 Einwohnern. Bereits 1979 schaffte Brélaz mit der Wahl in den Nationalrat eine Premiere: Er wurde damit in Europa zum ersten grünen Abgeordneten in einem nationalen Parlament.¹¹

WAHLEN

DATUM: 12.03.2006
STEPHAN SCHOENHOLTZ

Eine Besonderheit der Kommunalwahlen im März und April war die erstmalige Teilnahme ausländischer Bürger, die seit 10 Jahren in der Schweiz und seit 3 Jahren im Kanton Waadt wohnen. Die Lausanner CVP stellte mit ihrer Präsidentin Adozinda Da Silva eine Kandidatin mit portugiesischem Pass für die Exekutive auf. Zum bürgerlichen Wahlbündnis gehörten neben der CVP auch die FDP und die LP. Auf der gemeinsamen Liste befanden sich auch die drei Bisherigen: die Freisinnigen Doris Cohen-Dumani und Olivier Français sowie die Liberale Eliane Rey. Unter der Bezeichnung „LausannEnsemble“ traten sie gegen die linksgrüne Mehrheit in der Stadtregierung an. Die SP präsentierte sich mit ihren zwei Bisherigen Silvia Zamora und Oscar Tosato sowie Jean-Christophe Bourquin, der den Sitz des scheidenden Jean-Jacques Schilt verteidigen sollte. Für die Grünen kandidierte auf dieser gemeinsamen Liste neben dem Stadtpräsidenten Daniel Brélaz der Grossrat Jean-Yves Pidoux. Die extreme Linke schloss sich unter dem Titel „A Gauche toute“ zu einer Liste aus PdA, SolidaritéS und „Gauche en mouvement“ zusammen. Als Vertreter der PdA sollte Marc Vuilleumier den 2001 verlorenen Sitz zurückerobern. Die SVP versuchte mit einem eigenen Kandidaten den Alleingang. Von den insgesamt 18 Kandidaten erreichte nur Daniel Brélaz im ersten Wahlgang die absolute Mehrheit der Stimmen. Für den 2. Wahlgang fanden sich die 3 SP-Anwärter mit Pidoux (gp) und Vuilleumier von der PdA zu einer 5er-Liste zusammen und erzielten damit einen unerwartet umfassenden Erfolg. Bei einer Beteiligung von 31,2% wurden **alle fünf Kandidierenden dieser linken Liste gewählt**. Oscar Tosato (ps) erreichte die höchste Zahl von 15'857 Stimmen vor dem Kandidaten der Grünen, Jean-Yves Pidoux (15'274), Silvia Zamora (ps, 15'185) und Jean-Christophe Bourquin (ps, 14'705). Auch Marc Vuilleumier (pda) blieb mit 13'899 Stimmen weit vor dem einzig verbleibenden bürgerlichen Regierungsmitglied Olivier Français (fdp, 10'520). Die FDP verlor damit einen ihrer beiden Sitze, während die Liberalen ganz ausschieden. Neu setzt sich die Exekutive der fünftgrössten Schweizer Stadt aus 3 SP, 2 Grünen, 1 PdA und 1 FDP zusammen. Mit Silvia Zamora (ps) blieb lediglich eine Frau in der Stadtregierung.

In Abwesenheit von Gegenkandidaten wurde **Daniel Brélaz** in stiller Wahl als **Stadtpräsident** (Syndic) von Lausanne bestätigt.¹²

WAHLEN

DATUM: 13.03.2011
MARC BÜHLMANN

Seit 21 Jahren wurde die Stadt Lausanne von einer links-grünen Mehrheit regiert. Auch in der Legislative hielt Links-Grün seit langer Zeit eine breite Mehrheit. Die bürgerlichen Parteien traten an, diese Phalanx zu brechen und ihre 36 Sitze zu vermehren. Im Gegensatz zu 2006, als die FDP, die CVP und die LP noch unter dem Namen „LausannEnsemble“ angetreten waren und 28 Sitze gewinnen konnten, traten die mit der LP fusionierte FDP und die CVP diesmal lediglich in einer Listenverbindung zusammen mit den Grünliberalen an. Von den 439 Kandidierenden für die 100 Sitze im Gemeinderat (Conseil Communal) kandidierten 72 auf der Liste der CVP, 59 auf der Liste der FDP und 37 auf der Liste der SVP. Die Grünen (68 Kandidierende), La Gauche (67 Kandidierende) und die SP (85 Kandidierende) versuchten ihre 64-köpfige Mehrheit im Rat zu verteidigen. Den Kandidierenden auf den restlichen sieben Listen – darunter der Mouvement Citoyens Vaudois (MCV), die Grünliberalen und die Piratenpartei – wurden keine reellen Chancen eingeräumt. Obwohl **Links-Grün** zwei Sitze einbüsste,

konnte die **komfortable Mehrheit** behauptet werden. Die SP verlor einen Sitz, blieb aber mit 29 Mandaten stärkste Kraft. Die Grünen büssten zwei Sitze ein (neu: 20 Mandate) während die vereinigte extreme Linke (La Gauche) mit einem Sitzgewinn neu 13 Vertreterinnen und Vertreter stellte. Zu Verschiebungen kam es im bürgerlichen Lager. Die traditionell schwache CVP konnte ohne Verbund mit der FDP keinen einzigen Sitz gewinnen (3,7% Wähleranteil) und erhielt sogar noch weniger Wählerstimmen als die neu antretenden Grünliberalen (4%), die damit allerdings ebenfalls keinen Sitz erobern konnten. Der Freisinn nahm vom Alleingang jedoch auch Schaden und büsste im Vergleich zu 2007 (inkl. den Sitzen von LP) vier Sitze ein (neu: 24 Mandate). Gewinnerin der Wahlen war die SVP, die von acht auf vierzehn Sitze zulegen konnte und welcher der MCV – anders als in Genf – nichts anhaben konnte. Der MCV erhielt lediglich 0,6% der Stimmen, also noch weniger als die ebenfalls erfolglos antretende Piratenpartei (0,8%). Die Stimmbeteiligung lag bei 27,2%. Der Frauenanteil betrug neu 35%.¹³

WAHLEN
DATUM: 13.03.2011
MARC BÜHLMANN

Die **links-grüne Mehrheit hielt auch in der Exekutive dem bürgerlichen Angriff stand**. Gleich im ersten Wahlgang wurden sechs der sieben Kandidierenden gewählt – allesamt aus dem links-grünen Lager. Am meisten Stimmen erhielten die drei Bisherigen Oscar Tosato (sp, 12'427 Stimmen), Marc Vuilleumier (12'374 Stimmen) von La Gauche und Jean-Yves Pidoux (11'998 Stimmen) von den Grünen. Die beiden neuen SP-Kandidierenden Florence Germond (11'921 Stimmen) und Grégoire Junod (11'705 Stimmen), welche die zurückgetretenen Jean-Christoph Bourquin und Silvia Zamora ersetzten, erzielten das absolute Mehr von 11'217 Stimmen ebenfalls. Etwas überraschend nur am sechstmeisten Stimmen erhielt Daniel Brélaz (gp, 11'503 Stimmen), der 1979 als erster Grüner weltweit in ein nationales Parlament gewählt wurde und der seit 1989 in der Lausanner Exekutive sass – seit 2002 als Stadtpräsident. Es wurde vermutet, dass ihm sein Doppelmandat – seit 2007 war Brélaz wieder gleichzeitig auch im nationalen Parlament – von einigen Wählerinnen und Wählern übel genommen wurde. Zudem wurde er während des Wahlkampfes von rechts aufgrund der schlechten Staatsfinanzen heftig attackiert. Bei den letzten kommunalen Wahlen von 2006 war Brélaz noch als einziger im ersten Wahlgang bestätigt worden. Trotzdem übersprang auch er das absolute Mehr bereits im ersten Umgang, was nur dem einzigen bisherigen Bürgerlichen, Olivier Français (fdp) mit 9'283 Stimmen nicht gelang. Von den restlichen 13 Kandidatinnen und Kandidaten kam niemand auf mehr als 7'000 Stimmen. Zwar wurde Français (fdp) mangels Gegenkandidaten im zweiten Wahlgang dann still bestätigt, an der deutlichen Mehrheit von links-grün im Stadtrat konnten die Bürgerlichen aber nicht rütteln. Brélaz wurde mangels Konkurrenz Anfang April zum Stadtpräsidenten gekürt. Er hatte angekündigt, aus dem Nationalrat zurückzutreten, falls er wieder als Syndic gewählt würde. Allerdings gab Brélaz im November des Berichtjahres seine Kandidatur für das kantonale Parlament bekannt, dessen Erneuerung für 2012 ansteht.¹⁴

WAHLEN
DATUM: 28.02.2016
DIANE PORCELLANA

Seize personnes se sont proposées pour intégrer la Municipalité de **Lausanne**, selon le système majoritaire. Trois anciens membres socialistes briguaient un nouveau mandat, à savoir Florence Germond, Oscar Tosato et Grégoire Junod. La gauche souhaitait récupérer le siège occupé auparavant par Daniel Brélaz (verts), qui a choisi de ne pas se représenter, après 26 ans et demi à la municipalité, dont 15 ans de syndiculture. L'ancien membre Jean-Yves Pidoux (verts) se représentait également pour un mandat aux côtés de Natacha Litzistorf (verts). Olivier Français (plr), élu en octobre 2015 au Conseil des Etats, et Marc Vuilleumier (pst) n'étaient pas candidats pour un mandat supplémentaire. Les candidats proposés par le PLR étaient Pierre-Antoine Hildbrand et Mathieu Blanc. Durant la campagne, le PLR avait fait part de sa volonté d'un deuxième siège à la Municipalité, étant donné ses gains d'électeurs lors des élections fédérales et lors des élections complémentaires dans différentes villes vaudoises. Concernant le siège laissé vacant par Marc Vuilleumier, celui-ci était convoité par David Payot (pop). L'UDC et SolidaritéS avaient chacun deux candidats en lice. Les Vert'libéraux, SoMoS, PDC, Démocrate Suisse avaient chacun un candidat en course.

Lors du premier tour, avec une participation de 33,76%, six candidats ont obtenu la majorité absolue de 15'883 voix. Trois candidats socialistes sont arrivés en tête, Florence Germond avec 19'123 voix, Oscar Tosato avec 18'889 voix et Grégoire Junod avec 18'802 voix. Suivent Jean-Yves Pidoux, qui a obtenu un score de 19'716 voix, puis sa collègue de parti Natacha Litzistorf, avec 18'297 voix, et, finalement, David Payot avec 17'040 voix. Les candidatures bourgeoises ont donc été écartées, ainsi que celles du mouvement Solidarités et du SoMos. Les verts ont donc maintenu leur siège, avec

l'élection de Natacha Litzistorf, tout comme Pop et Gauche en mouvement, avec David Payot. Le PLR ne pourra donc avoir deux sièges, pour rester au gouvernement de la ville, un de ses candidats devra se faire élire.

Lors du deuxième tour, organisé le 20 mars 2016, un seul candidat bourgeois s'est présenté. Le PLR Pierre-Antoine Hildbrand qui n'avait pas obtenu la majorité absolue au premier tour avec 7'856 voix. Le PLR souhaitait maintenir son unique siège. Les trois autres candidatures étaient présentées par les mouvements Solidarités avec Hadrien Buclin, SoMos avec Sandrine Cornut et le Juste Milieu qui entra en course au second tour avec Bendo Sinclair. Le parti socialiste et les verts, ne voyant pas l'intérêt d'un gouvernement exclusivement de gauche, ils n'ont donc pas proposé de candidats au second tour. Le candidat bourgeois, Pierre-Antoine Hildbrand (plr) a été élu avec 63,84% des voix. Ainsi, il représente le seul membre bourgeois d'un gouvernement principalement de gauche et le PLR maintient son siège.

La ville de Lausanne élisait également son nouveau syndic. Le PS a pu éviter un arbitrage entre ses trois candidats, Oscar Tosato, Florence Germond et Grégoire Junod, grâce à l'accord trouvé entre ces derniers. Grégoire Junod était donc le seul candidat. Les autres partis politiques, durant la campagne, ont montré des ambitions modestes à l'égard de la course à la syndiculture. Ainsi, Grégoire Junod a été tacitement élu pour remplacer Daniel Brélaz.

A propos de l'élection du Conseil communal de la ville, 100 mandats étaient à attribuer en même temps que le premier tour pour la Municipalité. 385 candidatures, réparties en 9 listes, ont été déposées, dont trois n'ont reçu aucun mandat. Les listes du SoMoS, du Parti pirate et la liste de l'Action nationale, Démocrate Suisse, Blécherette n'atteignaient pas le quorum. Le Parti socialiste a déposé la plus grande liste avec 82 candidats et les Verts ont déposé 54 candidatures. Concernant les résultats, lors de la première répartition, la gauche emportait 60 sièges, suivie par le PLR, avec 21 sièges. L'UDC a obtenu 11 sièges. Le Centre, le PDC et les Vert'Libéraux ont reçu 6 sièges. Lors de la deuxième répartition, au regard des restes de voix, l'appareillement des partis de gauche leur a permis de gagner un siège supplémentaire. Ainsi, la gauche (composée du Parti socialiste, des Verts, du PoP, de SolidaritéS et des Indépendant e-s) a remporté donc 61 sièges. L'UDC a obtenu le dernier siège. Par rapport à l'ancienne composition du Conseil communal, l'UDC a perdu 2 sièges et le PLR 3 sièges. La gauche plurielle a perdu 1 siège. Le pouvoir législatif est donc majoritairement à gauche, comme l'exécutif.¹⁵

WAHLEN
DATUM: 07.03.2021
MATHIAS BUCHWALDER

En **2021**, ce sont 26 candidates et candidats qui se sont lancés dans la course à la **municipalité de Lausanne**, dix de plus que lors des élections précédentes en 2016. La majorité rose-verte composée du PS, des Vert-e-s et du POP, qui formait habituellement une alliance, s'est cette fois-ci désunie. Ceci s'explique par la volonté des écologistes, poussés par la vague verte, de briguer un troisième siège (sur sept). Natacha Litzistorf (verts) se présentait ainsi pour un nouveau mandat. Afin d'atteindre les ambitions du parti, elle était accompagnée par Daniel Dubas (verts) et Xavier Company (verts), alors que Jean-Yves Pidoux (verts) ne se représentait pas, après trois mandats à l'exécutif lausannois. Les socialistes lançaient Emilie Moeschler pour succéder à Oscar Tosato aux côtés des sortants Florence Germond et Grégoire Junod. Affaibli par la rupture de l'alliance de gauche, le popiste David Payot espérait conserver son siège acquis en 2016. Seul représentant de la droite durant la dernière législature, le libéral-radical Pierre-Antoine Hildbrand brigua un second mandat, avec dans son sillage sa colistière Florence Bettschart-Narbel, pour tenter de rééquilibrer un exécutif qui penchait trop à gauche selon le PLR. D'après 24 Heures, c'est entre ces neuf candidatures qu'allaient se jouer les sept sièges à pourvoir. La possibilité d'un exécutif composé uniquement des politiciennes et politiciens de gauche, envisageable si les Vert-e-s parvenaient à ravir le siège libéral-radical, n'était cependant pas souhaitable, selon le président des socialistes lausannois Denis Corboz. Parmi les autres candidatures, on retrouvait cinq membres de l'UDC et du PLC (parti libéral-conservateur), qui se regroupaient sous la même bannière, cinq ans après la création du mouvement sécessionniste suite à l'exclusion de Claude-Alain Voiblet de l'UDC Vaud. Les Vert'libéraux proposaient deux candidats à l'exécutif, alors qu'Ensemble à Gauche en présentait quatre. Le Parti scientifique citoyen avait trois candidats en lice, le Centre deux et l'Action nationale et chrétienne un. L'objectif de ces candidatures était selon les médias avant tout de gagner en visibilité pour tirer la liste de leur parti au Conseil communal.

Le 7 mars 2021, lors du premier tour, aucun candidat n'a atteint la majorité absolue, fixée à 16'349 voix. Les trois socialistes sont arrivés en tête. Grégoire Junod a récolté

15'882 suffrages, Florence Germond 15'535 et Emilie Moeschler 14'917. Derrière eux, David Payot a réalisé un très bon score avec 14'460 voix. Pari manqué pour les Vert-e-s, qui ont placé Natacha Litzistorf en cinquième position avec 10'782 voix, alors que Daniel Dubas et Xavier Company ont terminé respectivement septième et huitième avec 8'557 et 8'320 suffrages, nettement devancés par Pierre-Antoine Hildbrand (9'519 voix). La deuxième candidate libérale-radical Florence Bettschart-Narbel a pris le neuvième rang avec 8'101 voix. Comme prévu, les autres formations ont fini loin derrière. La participation s'est élevée à 37,65 pour cent.

En vue du deuxième tour, les Vert-e-s ont décidé de retirer un de leurs candidats, permettant ainsi à l'alliance de gauche de se reformer. Cependant, la surprise venait du fait que cela soit Daniel Dubas qui se retire au profit de Xavier Company, pourtant moins bien élu que lui. Dans les rangs écologistes, ce choix a été justifié par la volonté de présenter un candidat jeune – Xavier Company a 32 ans – qui répondait mieux aux préoccupations de la Grève du climat et de la Grève féministe. Le PLR repartait au combat avec ses deux candidat.e.s, conservant l'espoir de conquérir un deuxième siège. Bruno Dupont, de l'Action nationale et chrétienne, restait lui aussi dans la course.

Le deuxième tour, qui a eu lieu le 28 mars 2021, n'a été le théâtre d'aucune surprise. Les six membres de l'alliance de gauche ont été élus. Comme au premier tour, Grégoire Junod a reçu le plus grand nombre de suffrages avec 15'604 voix, suivi par Florence Germond avec 15'346 voix, Emilie Moeschler avec 15'244 voix, Natacha Litzistorf avec 15'205 voix, David Payot avec 14'733 voix et Xavier Company avec 14'497 voix. Le dernier siège est revenu à Pierre-Antoine Hildbrand avec 10'070 voix. Florence Bettschart-Narbel n'a pas été élue, son total de 9'136 voix ne suffisant pas à accéder à l'exécutif. La composition de la Municipalité de la ville de Lausanne reste ainsi identique à la législature précédente, avec six représentantes et représentants de la gauche pour un seul de la droite. Le socialiste Grégoire Junod entame un deuxième mandat en tant que syndic. En baisse par rapport au premier tour, la participation s'est élevée à 27,45 pour cent. Dans le Temps, le manque de changement au sein de l'exécutif a été quelque peu critiqué. S'indignant de la «discipline presque soviétique» avec laquelle les électeurs et électrices renouvelaient leurs autorités, le journal romand relevait que la ville fait face à un «endettement problématique» qui mériterait d'être pris à bras-le-corps. La discrétion de David Payot durant son premier mandat et la stratégie électorale hasardeuse des Vert-e-s, qui furent évoqués à plusieurs reprises durant la campagne, faisaient dire au Temps que la gauche lausannoise peut s'estimer heureuse du résultat de cette élection. Le quotidien déclarait ainsi que la campagne électorale s'avérait peu utile si le résultat dans les urnes restait toujours le même et espérait néanmoins que les élu.e.s sauraient relever les défis qui attendent la cité vaudoise.

S'agissant du **Conseil communal**, 100 mandats étaient à répartir entre les 10 listes comportant au total 396 candidates et candidats. Aucun siège n'a été attribué au Centre, à Juste Milieu, à l'Action nationale et chrétienne et au Parti scientifique citoyen, qui n'ont pas atteint le quorum. L'alliance de gauche a remporté 66 sièges – 29 pour le PS, 24 pour les Vert-e-s et 13 pour Ensemble à Gauche, qui regroupait le POP, solidaritéS et des personnes indépendantes. 21 mandats sont revenus au PLR, 7 à l'UDC et 6 aux Vert'libéraux. Le Conseil communal reste ainsi lui aussi entre les mains de la gauche.

Au niveau cantonal, la plus grande progression est à mettre à l'actif des Vert-e-s, qui ont gagné 102 sièges dans les législatifs des quinze plus grandes villes du canton pour passer de 150 à 252 mandats. Cette progression s'est faite au détriment des libéraux-radicaux, qui ont subi le plus fort recul parmi les autres partis. L'UDC et le PS ont néanmoins eux aussi cédé du terrain aux Vert-e-s. En ville de Lausanne, la progression des Vert-e-s (+7 sièges) contraste avec les déboires de l'UDC et du PLR, qui perdent cinq sièges à eux deux. Autre fait marquant, le Conseil communal de Lausanne sera à majorité féminine pour la nouvelle législature.¹⁶

1) Elections cantonales et communales 2016

2) Récapitulatif élections cantonales et communales 2021

3) 24 Heures, 26.10.81, 28.10.81, 9.11.81.

4) TA, 23.10.85, 29.10.85; 24 Heures, 28.10.85, 29.10.85, 15.11.85; Suisse, 28.10.85; LM, 29.10.85; TW, 29.10.85; L'Hebdo, 31.10.85; Presse vom 11.11.85; NZZ, 15.11.85.

5) Presse vom 1.11. und 2.11.93; 24 Heures, 14.9.93; NQ und JdG, 23.9.93; DP, 14.10.93; NZZ, 26.10.93; L'Hebdo, 28.10.93.

6) Presse vom 1.11.-4.11. une 15.11.93; 24 Heures, 19.11.93; NQ, 28.9.93.

7) Presse vom 27.10.97; JdG und NZZ, 12.10.97.

8) Presse vom 27.10.97.

9) Presse vom 30.10.01.

10) 24h, 6.3.-20.10.01 und 31.10.-10.11.01; Presse vom 29.10. und 30.10.01; Presse vom 12.11.01; 24h, 30.10.01.

- 11) 24h, 13.11.-15.11.01; TG, 16.11.01; LT, 20.11.01; Lib., 21.11.01; Presse vom 26.11.01. LT, 27.11.01.
- 12) 24h, 16.2.-3.3.06; NZZ, 6.2., 11.3. und 15.3.06; 24h und LT, 13.3.06; 24h, 3.4.06; BZ, 4.4.06.
- 13) LT, 10.1.11; 24h, 22.2., 24.2. und 7.3.11; LT, 12.3.11; LT und NZZ, 14.3.11; 24h, 15.3.11; www.lausanne.ch
- 14) LT, 11.1.11; 24h und LT, 15.1. und 22.2.11; TA, 4.3.11; LT, 7.3.11; LT, 14.3.11; 24h und NZZ, 15.3.11; www.lausanne.ch; Lib., 15.3. und 16.3.11; LT, 16.3.11; TG, 24.3.11; Presse vom 6.4.11; www.lausanne.ch; NZZ, 7.2.11; TA, 4.3.11; 24h, 22.11.11.
- 15) Résultats 1er tour Municipalité; Résultats 2e tour Municipalité; Résultats Conseil communal ; LT, 12.11.15
- 16) Candidates et candidats Municipalité de Lausanne 2021; Résultats 1er tour Municipalité de Lausanne 2021; Résultats 2e tour Municipalité de Lausanne 2021; Résultats Conseil communal de Lausanne 2021; LT, 16.12.20; 24H, 9.1., 13.1.21; 24H, 15.1.21; 24H, 23.1.21; Lib, 27.2.21; 24H, 4.3.21; LT, 8.3.21; 24H, 9.3.21; 24H, Lib, 10.3.21; LT, 12.3.21; Lib, 16.3.21; LT, 29.3.21